



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0010171
Bénéficiaire :	26830066200015 CCAS de TOULON
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	26830066200015
Raison sociale :	CCAS de TOULON
Adresse :	83051 TOULON



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP04 - Axe prioritaire : Inclusion sociale par l'emploi / OT09 - Objectif thématique : Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination / PI09a - Priorité d'investissement : Investir dans des infrastructures sociales et sanitaires contribuant au développement national, régional et local, réduire les inégalités sur le plan de l'état de santé, favoriser l'inclusion sociale par un accès amélioré aux services sociaux, culturels et récréatifs et le passage de services institutionnels à des services de proximité / AP04-OT09-PI09a-OS9a4 - Objectif spécifique : Améliorer l'employabilité des habitants des quartiers prioritaires / AP04-OT09-PI09a-OS9a4-TPM - Sous action : Sous action rattachée à Toulon Provence Méditerranée

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Travaux de réaménagement du siège du CCAS permettant de diversifier l'accueil, l'offre de service et l'égalité d'accès au CCAS de Toulon
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	
Adresse :	CCAS TOULON Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/12/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI9a-TPM : Améliorer l'employabilité des habitant./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 29 septembre 2017	Décisionnel	Dématérialisé	29/09/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 16 décembre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	16/12/2019	

Description de l'opération
Le CCAS de TOULON, de par sa mission d'animation de l'action sociale sur la commune, accueille tout public en difficulté ou en recherche d'informations à caractère social. Son champ d'action s'étend autour : -des bénéficiaires du RSA



- des personnes en grande difficultés financières
- des personnes avec des problèmes de santé
- des personnes en recherche d'emploi
- des sans domicile stables au travers de la domiciliation postale.
- des personnes âgées.

Aujourd'hui, cette mission d'accueil et d'information pour l'accès aux droits des publics les plus fragilisés de l'action se fait dans des conditions médiocres.

L'accueil général, mal agencé, datant des années 80, ne répond ni à l'accroissement du flux du public constaté depuis plusieurs années, ni à un accueil bienveillant et de qualité. En effet, les agents d'accueil, isolés au rez de chaussée, reçoivent le public derrière une vitre ce qui va au contraire d'un accueil de proximité cordial et prévenant pour un public souvent très fragilisé.

Le Service Action Sociale a pour principale mission de favoriser l'accès aux droits des personnes en situation de grande précarité. Il instruit des dossiers de demande de RSA et de domiciliations de secours. Actuellement, les personnes sont reçues dans un guichet vitré. Ces personnes sont amenées à relater des situations personnelles difficiles, complexes, voire sensibles. La configuration des locaux dédiés aux entretiens ne permet pas aux personnes de bénéficier de la confidentialité, de l'écoute et de la bienveillance dont elles ont besoin.

Enfin, les Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) sont actuellement répartis sur 3 établissements extérieurs, ne permettant pas la polyvalence entre les secteurs.

Ces travaux et cette réorganisation devraient profiter particulièrement aux habitants des quartiers prioritaires notamment à celui du centre ville. A ce titre, le CCAS est signataire de la charte de Gestion urbaine de proximité et du Contrat local de Santé (CLS) qui s'intègrent dans le projet de rénovation du centre ancien. La charte engage le CCAS à développer des actions à destination des habitants du centre ancien, il y a donc lieu d'adapter les locaux et les services en conséquence afin de faciliter l'accès aux droits. Quant au CLS, il vise notamment à améliorer la réponse apportée aux besoins de santé des habitants du centre ancien

Pour information sur les 11825 chômeurs recensés par l'INSEE sur Toulon en 2012, la répartition des aides qui leur ont été accordées en 2015 est la suivante :

POLE ACTION SOCIALE (2015)

Activités du service Demandes sur la totalité de la commune Demandes tous QPV

Aides financières 3014 1228

Domiciliation* 1013 1013

RSA 304 135

Ateliers collectifs 115 56

Nombre total de personnes 4446 2432

Il est à noter de plus que tous les domiciliés font partie du QPV.

Les partenariats :

Les partenariats du CCAS de Toulon sont nombreux puisque dans sa mission générale statutaire, l'établissement anime la politique sociale communale en s'appuyant sur le réseau partenarial tant institutionnel (Commune de Toulon, Conseil départemental du VAR, Agence régionale de santé, CHITS, TPM) qu'associatif ; il s'agit ci-après de décrire les partenariats plus spécifiques au projet.

- La FEPEM : depuis plus de deux ans, le Centre Communal d'Action Sociale de Toulon accueille dans ces locaux une permanence de la Fédération des particuliers employeurs (FEPEM).

Le premier objectif est de faciliter le lien entre l'employeur et l'employé dans le cadre des métiers du maintien à domicile sachant que le CCAS a fermé son service des emplois familiaux fin 2011.

- Le Crédit Municipal de Toulon : il a pour vocation de lutter contre l'usure en prêtant à des personnes momentanément ou durablement défavorisées, lesquelles n'ont pas accès au crédit. A ce titre, il a souhaité renforcer sa mission de cohésion sociale en soutenant les actions conduites par le CCAS.



- GDF-SUEZ : Dans le cadre de la réglementation susvisée et de la convention nationale du 31 mai 2012 liant l'UNCCAS (Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale) et GDF SUEZ, les Signataires se sont rencontrés et sont convenus des dispositions pratiques ci-après exposées, pour développer des modalités de coopération en matière de :

- gestion des impayés relatifs à la fourniture d'énergies,
- accès aux tarifs sociaux,
- maîtrise des dépenses d'énergies,
- aides financières préventives,
- promotion de la sécurité des installations intérieures gaz et électricité
- détection et accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique

Ils affirment l'importance de mettre en place des pratiques d'observation précoce des impayés et de conseil de maîtrise de la consommation d'énergies, afin de responsabiliser les familles au regard de leur budget, d'éviter les situations d'endettement.

- EDF : EDF et le CCAS s'engagent à tout mettre en œuvre pour éviter aux clients en difficulté de paiement l'interruption de fourniture d'énergie.

Le CCAS de la Ville de TOULON et l'ensemble de ses membres ont pour but d'aider et d'apporter une assistance aux personnes démunies, notamment par la participation à leur insertion sociale et économique, ainsi qu'à toute action contre la pauvreté sous toutes ses formes.

La solidarité constitue une des valeurs d'EDF mise en œuvre à travers le contrat de service public. EDF, entreprise au service de l'intérêt général, s'est engagée pour mener une politique vis-à-vis des plus démunis. Cette politique se décline notamment par la sensibilisation des foyers aux revenus modestes à l'intérêt de réduire leur consommation d'énergie.

- VAR AZUR LINGE :

Ces interventions ont pour objectif de :

- donner des notions de couture
- valoriser les savoirs faire
- proposer des produits textiles à moindre coût
- susciter l'imagination et la créativité au travers du recyclage de vêtements
- faire émerger des vocations
- informer sur les parcours d'insertion socioprofessionnelle

- VAR RELOOKING :

Ce prestataire, retenu par le CCAS, permet d'améliorer l'image de soi et donc l'estime de soi

- FACE-VAR : Cette association intervient aussi dans la maîtrise de l'énergie

L'ensemble des associations du territoire est associé tant à la définition des besoins qu'à la communication et à l'orientation aux services proposés.

Objectifs recherchés :

Les travaux au CCAS de Toulon doivent permettre la mise en œuvre du projet d'accueil autour des axes suivants :

- Qualité de la réponse
- Qualité de l'accueil téléphonique
- Qualité de l'accueil physique
- Aménagement de l'espace, accessibilité
- Qualification et compétence des chargés d'information, d'orientation et d'accompagnement
- Connaissance du partenariat et développement du réseau local

Concrètement, ils visent à :

- Réunir au rez-de-chaussée tous les services du CCAS de Toulon qui assurent une mission d'accueil, d'information et d'accompagnement de tous publics en difficulté en vue d'améliorer l'accès aux droits et à la santé.
- Dynamiser et valoriser le réseau partenarial par le développement d'actions collectives permettant d'adapter les services aux besoins des habitants par le développement de ce lieu de proximité, permettant d'améliorer l'accès aux services de santé et renforcer le lien social de personnes fragilisées par la précarité et les difficultés financières.



- Simplifier les démarches administratives en réunifiant les services de soins à domicile afin de décloisonner le fonctionnement actuel et en offrant à terme un service polyvalent d'aide et de soins à domicile.
- Créer un lieu ressource de proximité pour les Toulonnais pour évoquer leurs problématiques sociales.
- Inscrire le projet dans une démarche prenant en compte une dimension d'accompagnement des publics
- Mettre en adéquation le projet avec un besoin social avéré
- Renforcer l'accessibilité des services aux personnes en perte d'autonomie et/ou à mobilité réduite.

Dans le cadre du marché de travaux, le CCAS a inséré des clauses qui :

- Permettent l'insertion : les travaux seront réalisés en partie avec du personnel en situation d'insertion (196 heures) en liaison avec la Maison de l'emploi de TPM ;
- Contribuent aux principes dits transversaux de développement durable (notamment concernant l'élimination des déchets)

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats escomptés au titre de la présente opération sont les suivants :

- Meilleurs accueil et approche du bénéficiaire.
- Meilleure information auprès de la population, en particulier du centre ancien, des droits auxquels elle peut prétendre.
- Meilleure accessibilité des locaux

Pour : les bénéficiaires du RSA, personnes domiciliées au CCAS, les Toulonnais en situation de précarité et/ou d'isolement, les bénéficiaires de secours financiers du CCAS Toutes les personnes âgées de Toulon, leurs aidants professionnels et familiaux,

Proportion du public cible :

- Bénéficiaire RSA : 300
- Demandeurs d'emploi : 5000

Nombre de mètres carrés rénovés : 789.23 ;

Surface supplémentaire : 6.12 (cette surface complémentaire correspond à la création d'un Sas à l'entrée du CCAS)

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/09/2015	Fin : 31/08/2018
<ul style="list-style-type: none"> - Choix de l'AMO : août 2015 - APD : avril 2016 - DP : (déclaration préalable commune) : avril - DCE (dossier de consultation des entreprises) : fin avril - Travaux : janvier à septembre 2017 - Inauguration : automne 2017 - Etude d'impact : juillet/août 2018 		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	7 179,00 €
Evénements, Promotion, Publication			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	53 178,38 €



Etudes, évaluation et prestations techniques			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	406 272,62 €
Travaux			
Total :			466 630,00 €

Ressources	
<i>Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?</i>	Non
<i>Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?</i>	Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
DEPARTEMENT	Var			21,43	100 000,00		0,00	
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	233 315,00		186 652,00	
Autre partenaire ponctuel	FIPHFP		Auc / Aucun régime d'aide	11,65	54 368,00		0,00	
Total co-financier				83,08	387 683,00	0,00	186 652,00	0,00
Bénéficiaire				16,92	78 947,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	466 630,00	0,00	186 652,00	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

La reprogrammation consiste à intégrer la subvention versée par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction Publique.

Total versé : 54.368,00€

Total de dépenses retenues : 202.445,59€ HT

L'intégration de cette subvention ne modifie en rien les équilibres du plan de financement initial -volet ressources dans la mesure où l'opération n'est pas concernée par l'application d'un taux maximum d'aides publiques, que ce soit en application du décret n°99-1060 du 16/12/1999 (il n'y a pas de participation directe de l'Etat), Enfin, le plan de financement final respecte le taux maximum de 50% de FEDER, conformément à l'appel à propositions PI9a 2016 ITI TPM.

ou d'un régime d'aide d'Etat, l'opération n'étant pas considérée comme une activité économique.

De plus, le porteur de projet étant un établissement public, il n'est pas concerné par les articles L 1111-9 et L1111-10 du CGCT fixant un minimum d'autofinancement pour les projets portés par les collectivités territoriales ou leurs groupements.

AVIS FAVORABLE

La subvention du FIPHFP ne modifie en rien l'objet final de l'opération et le montant FEDER mobilisable.